

Communiqué de presse

Non à l'initiative SSR : pour des médias de service public forts

19 décembre 2025

Les cantons sont fermement opposés à l'initiative SSR. En effet, la SSR ne serait plus en mesure de remplir son mandat de service public dans les régions de manière satisfaisante si elle voyait ses ressources financières réduites de moitié. L'information régionale serait drastiquement rabotée, avec à la clé une entrave à la formation démocratique de l'opinion et de la volonté en Suisse. Le mandat de service de la SSR est fondamental pour l'information et la formation de la volonté politique dans les cantons. Pour ces raisons de politique démocratique et régionale, la Conférence des gouvernements cantonaux recommande de rejeter l'initiative.

Le 26 septembre 2025, le Parlement fédéral a recommandé le rejet de l'initiative populaire « 200 francs, ça suffit ! (initiative SSR) » qui entend réduire à 200 francs, contre 335 actuellement, la redevance radio et télévision pour les ménages et en exonérer totalement les entreprises. L'initiative demande en outre qu'avec ces moyens financiers réduits, la SSR propose désormais, dans les régions linguistiques, uniquement des programmes de radio et de télévision qui « fournissent un service indispensable à la collectivité ».

Les médias de service public renforcent la démocratie et la formation de l'opinion en Suisse

Pour les cantons, les médias de service public jouent incontestablement un rôle central dans la formation démocratique de l'opinion. La population de toutes les parties du pays doit pouvoir compter sur une information régionale fiable afin de se forger une opinion éclairée. L'information régionale diffusée par les chaînes de radio et de télévision titulaires d'une concession, et en particulier par la SSR, jouent à cet égard un rôle de premier plan. Cela vaut pour chaque région linguistique, de même que pour les régions rurales et de montagne, lesquelles sont tout particulièrement confrontées à un appauvrissement de la couverture médiatique. Les journaux régionaux de la SSR sont à cet égard de véritables médias de référence. L'audiovisuel de service public ne pourrait plus être assuré de manière satisfaisante dans les régions si l'on en réduisait de moitié les ressources financières, ainsi que le demande l'initiative.

De plus, les médias de service public jouent un rôle de premier plan notamment pour contrer les fausses informations circulant sur les réseaux sociaux et proposer des programmes permettant non seulement aux jeunes, mais également à tout un chacun, de consommer de l'information vérifiée. Au regard de la transformation numérique et de la crise des recettes publicitaires, un affaiblissement des médias de service public serait problématique pour la formation démocratique de l'opinion et la préservation de la diversité de la presse.

L'importance d'une structure décentralisée pour la couverture régionale des événements et la cohésion nationale

L'organisation décentralisée de la SSR – avec 7 sites principaux et 17 studios régionaux – est importante pour offrir une couverture impartiale et régionale des événements. Aussi la SSR fait-elle office de passerelle entre les régions linguistiques, ce qui est essentiel pour les cantons et les communes multilingues. Aujourd'hui, la SSR est garante d'une information fiable et complète sur l'actualité politique locale dans les régions, par exemple sur les séances parlementaires et les votations. Cette couverture médiatique complète, ancrée au niveau fédéral et proche de la population, est essentielle pour la confiance dans le service public et ne doit pas être affaiblie. Les cantons craignent que la couverture média de la politique locale ne soit remise en cause en cas d'acceptation de l'initiative. Cela se traduirait par une centralisation de la SSR. À travers son mandat d'information dans les quatre langues nationales, la SSR contribue à la cohésion de la Suisse, nation issue d'une volonté politique commune. Elle crée des liens entre les régions linguistiques et favorise les échanges et la compréhension mutuelle. En cas de oui à l'initiative, la SSR ne serait plus en mesure de s'acquitter de cette fonction.

Suppressions d'emplois en Suisse

La SSR est également un employeur majeur, en particulier en Suisse romande et au Tessin. Plus de la moitié de ses postes à plein temps seraient menacés si l'initiative l'emportait. La Suisse latine et quelques sites de suisse alémanique seraient touchés de manière disproportionnée par les réductions d'effectifs. Il faudrait par ailleurs s'attendre à des répercussions sur bon nombre d'entreprises et de partenaires qui, bien qu'extérieurs à la SSR, font partie de son écosystème. Cette baisse massive des ressources humaines aurait non seulement des conséquences économiques, mais aussi un impact négatif sur la qualité du journalisme dans les régions, ce qui affaiblirait encore le processus démocratique de formation de l'opinion.

Contact / questions :

- Markus Dieth, conseiller d'État, président de la CdC (079 410 08 78, markus.dieth@ag.ch)
- Urban Camenzind, conseiller d'État, chef de la direction de l'économie du canton d'Uri, président de la CDEP (079 515 03 00, urban.camenzind@ur.ch)
- Olivier Curty, conseiller d'État, chef de la direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle du canton de Fribourg, membre du Bureau de la CdC (026 305 24 03, olivier.curty@fr.ch)